



SEANCE DU BUREAU DU 5 NOVEMBRE 2020
DECISION N° 2020-084- DB

Date d'affichage : 9 novembre 2020	Le cinq novembre deux mille vingt à 17 heures 00, les membres du bureau de la Communauté d'Agglomération se sont réunis par visioconférence, en raison de l'état d'urgence sanitaire lié à l'épidémie de Covid-19, sur convocation faite par Monsieur Jackie GOULET, Président de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire Maire de la Ville de Saumur, le vingt neuf octobre deux mille vingt.
Nombre de membres : 52	
En exercice : 52	
Quorum : 27	
Présents: 42	Membres présents en séance :
Excusé(s) : 1	Présents : (42)
dont pouvoir(s) : 0	Jackie GOULET, Sylvie PRISSET, Michel PATTEE, Isabelle DEVAUX, Frédéric MORTIER, Jérôme HARRAULT, Grégory PIERRE, Marc BONNIN, Anatole MICHAUD, Sophie METAYER, Christian RUAAULT, Guy BERTIN, Sandrine LION, Eric MOUSSERION, Eric TOURON, Sophie TUBIANA, Thomas GUILMET, Astrid LELIEVRE, Armel FROGER, Yves BOUCHER, Gilles ROUSSILLAT, Gérard POLICE, Jean-Pierre ANTOINE, Yann PILVEN Le SEVELLEC, Guillaume MARTIN, Jeannick CANTIN, Pierre-Yves DOUET, Joïc BIDAULT, Jacky MARCHAND, Eric LEFIEVRE, Isabelle ISABELLON, Laurent NIVELLE, Pierre de BOUTRAY, Alain BOISSONNOT, Christian GALLÉ, Didier GUILLAUME, Gilles TALLUAU, Fabrice BARDY, Jacqueline TARDIVEL, Sylvie BEILLARD, Jean-François MIGLIERINA, Béatrice BERTRAND.
Absent(s) : 9	Excusé(s) : (1)
	Pierre-Yves DELAMARE
	Dont excusé(s) ayant donné pouvoir : (0)
Nombre de votants : 42	
Secrétaire de séance :	
Mme Jacqueline TARDIVEL.	Absent(s) : (9)
	Rodolphe MIRANDE, Didier ROUSSEAU, Jean-Philippe RETIF, Armelle PONCET, Isabelle GRANDHOMME, Thierry MORISSET, Alain BOURDIN, Benoît LEDOUX, Gilles BARDIN

ASSAINISSEMENT - MISE À DISPOSITION DES BIENS ET ÉQUIPEMENTS DE LA COMMUNE DE VERNAIL LE FOURRIER AU PROFIT DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION SAUMUR VAL DE LOIRE - AVENANT N°1

Par décision n°2019/175 DB du 19 décembre 2019, le Bureau communautaire a approuvé les termes du procès-verbal de mise à disposition des biens et équipements concernant l'assainissement appartenant à la commune de Vernail le Fourrier pour l'exercice de la compétence « Assainissement » transférée à la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire (CASVL) le 1er janvier 2018.

Le procès-verbal de transfert a ensuite été signé par les deux parties (commune de Vernail Le Fourrier et CASVL) le 6 janvier 2020.

Au moment de l'établissement des écritures comptables en septembre 2020, la Trésorerie a relevé plusieurs anomalies :

- erreur des montants indiqués pour certains amortissements,
- absence de l'état des subventions transférables liées aux biens mis à disposition.

Par conséquent, il convient d'établir un avenant au procès-verbal de mise à disposition portant sur la modification de l'état de l'actif au 31/12/2017 concernant l'assainissement à Vernioil le Fourrier, correspondant à l'annexe 1 « Etat des biens mis à disposition au 01/01/2018 » et sur l'intégration de l'état des subventions transférables correspondant à l'annexe 3 « Etat des subventions transférables ».

Compte tenu des éléments techniques développés ci-dessus,

Vu les articles L.5211-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales, selon lesquels les dispositions relatives d'une part au fonctionnement du conseil municipal, d'autre part au maire et aux adjoints sont applicables au fonctionnement de l'organe délibérant, ainsi qu'au président et aux membres de l'organe délibérant des établissements publics de coopération intercommunale ;

Vu l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, aux termes duquel le Président et le bureau peuvent recevoir délégation d'une partie des attributions de l'organe délibérant, complétée et modifiée par la délibération n° 2017/154 du 22 juin 2017 ;

Vu la délibération n° 2020-124 DC du 30 juillet 2020 du Conseil de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire, portant délégation au Bureau d'une partie de ses attributions ;

Vu la décision n°2019/175 DB du Bureau communautaire du 19 décembre 2019 approuvant le procès-verbal de mise à disposition des biens et équipements de la commune de Vernioil le Fourrier au profit de la CASVL ;

Considérant la nécessité d'intégrer par voie d'avenant les modifications du procès-verbal de transfert des équipements assainissement de Vernioil le Fourrier conformément à la demande de la Trésorerie,

Aussi, il est proposé au Bureau :

- **D'APPROUVER** les termes de l'avenant n°1 du procès-verbal de mise à disposition des biens et équipements concernant l'assainissement appartenant à la commune de Vernioil le Fourrier pour l'exercice de la compétence « Assainissement » transférée à la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire le 1er janvier 2018 et portant sur la modification de l'état de l'actif au 31/12/2017, correspondant à l'annexe 1 « Etat des biens mis à disposition au 01/01/2018 » et sur l'intégration de l'état des subventions transférables correspondant à l'annexe 3 « Etat des subventions transférables »
- **D'AUTORISER** le Président à signer l'avenant n°1,
- **D'AUTORISER** le Président à prendre toutes dispositions nécessaires à l'exécution de la présente décision.

Le Bureau est invité à en délibérer.

Le Bureau, après en avoir délibéré, approuve la proposition à l'unanimité.

Résultat des votes : Pour = 42 ; Contre = 0 ; Abstention = 0

Date de transmission en sous-préfecture :

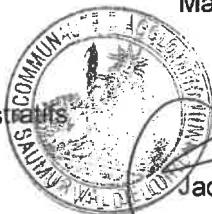
12 NOV. 2020

Date de réception en sous-préfecture :

12 NOV. 2020

Insertion au Recueil des Actes Administratifs
du 4ème trimestre 2020

Pour le Bureau et pour extrait conforme
Le Président de la Communauté d'Agglomération
Saumur Val de Loire,
Maire de la Ville de Saumur



Jackie GOULET

Matière de l'acte	7 Finances locales	7.10 Divers – 7.10.6 Autres
-------------------	--------------------	-----------------------------

En vertu de l'article R.421-1 du Code de Justice Administrative « la juridiction ne peut être saisie que par voie de recours formé contre une décision, et ce, dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée. Lorsque la requête tend au paiement d'une somme d'argent, elle n'est recevable qu'après l'intervention de la décision prise par l'administration sur une demande préalablement formée devant elle. »